

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE MONTBRISON (Loire)**

Le Maire certifie que :

- la convocation de tous les conseillers en exercice a été faite le 16 septembre 2025, dans les formes et délais prescrits par la loi ;
- la présente délibération a été publiée, par extrait, le 25 septembre 2025.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Présents : 22

Votants : 31

L'an **DEUX MIL VINGT-CINQ**, le **lundi vingt-deux septembre à dix-neuf heures trente minutes**, le Conseil Municipal de la Commune de MONTBRISON, dûment convoqué, s'est réuni **salle de l'Orangerie à Montbrison**, en séance publique, sous la présidence de M. Christophe BAZILE, Maire.

Etaient présents : M. Christophe BAZILE, Maire, Président, M. Gérard VERNET, Mme Catherine DOUBLET, M. Joël PUTIGNIER, Mme Christiane BAYET, Mme Géraldine DERGELET, M. Jean-Yves BONNEFOY, adjoints, M. Jean-Paul FORESTIER, Mme Claudine POYET, M. Gilles TRANCHANT, Mme Thérèse GAGNAIRE, Mme Valérie ARNAUD, M. Guillaume LOMBARDIN, M. Nicolas BONIN, M. Luc VERICEL, Mme Cindy GIARDINA, Mme Justine GERPHAGNON, Mme Cécile MARRIETTE, M. Jean-Marc DUFIX, M. Vincent ROME, Mme Jacqueline VIALLA, Mme Mireille de la CELLERY, le quorum est atteint.

Absents : Mme Martine GRIVILLERS, M. Abderrahim BENTAYEB, M. Pierre CONTRINO, M. Bernard COTTIER, M. François BLANCHET, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES, Mme Marine VENET, M. Edouard BION, M. Xavier GONON, Mme Emmanuelle GUIGNARD, M. Stéphane ROUSSON conseillers.

Mme Martine GRIVILLERS avait donné pouvoir à Mme Claudine POYET, M. Abderrahim BENTAYEB à Mme Christiane BAYET, M. Pierre CONTRINO à M. Christophe BAZILE, M. Bernard COTTIER à M. Guillaume LOMBARDIN, M. François BLANCHET à Mme Catherine DOUBLET, Mme Bérangère ISSLER-VEDRINES à M. Nicolas BONIN, Mme Marine VENET à Mme Cécile MARRIETTE, Mme Emmanuelle GUIGNARD à M. Vincent ROME, M. Stéphane ROUSSON à M. Jean-Marc DUFIX.

Secrétaire : Mme Christiane BAYET.

Délibération n°2025/09/26 – Actes en la forme administrative – Délégation de signature

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L1311-13 et L2121-29 ;

Vu les délibérations n°2025/02/07 du 17 février 2025, n°2025/03/24 du 24 mars 2025 n° 2025/01/11 du 20 janvier 2025 et n°2025/06/16 du 30 juin 2025 ;

Plusieurs ventes déjà approuvées par le Conseil Municipal vont être finalisées sous la forme d'actes en la forme administrative :

- Acquisition NOIR – chemin des Grands Garrets – parcelle BC 350 (délibération n°2025/02/07 du 17/02/2025)
- Acquisition Pré de la Lune – parcelle AI 370 (délibération n°2025/03/24 du 24/03/2025)
- Acquisition voirie Allée du Ruisseau – parcelle BD 1962 (délibération n°2025/01/11 du 20/01/2025)
- Acquisition voirie Les Hauts de Curtieux – parcelles BC 674, 623, 638, 630, 636, 622 et 675 (délibération n°2025/06/16 du 30/06/2025)

M. Gérard VERNET explique que le Conseil Municipal a autorisé M. Le Maire à les signer mais la loi lui imposant d'authentifier ces actes, il ne peut pas représenter la Commune en tant que partie à l'acte. C'est pourquoi, conformément à l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, il propose de se voir chargé de ces signatures, en tant que 1^{er} adjoint.

Le Conseil Municipal, après en avoir discuté et délibéré à l'unanimité, autorise M. Gérard VERNET à signer les actes en la forme administrative finalisant les acquisitions suivantes :

- Acquisition NOIR – chemin des Grands Garrets – parcelle BC 350,
- Acquisition Pré de la Lune – parcelle AI 370,
- Acquisition voirie Allée du Ruisseau – parcelle BD 1962.
- Acquisition voirie Les Hauts de Curtieux – parcelles BC 674, 623, 638, 630, 636, 622 et 675 (délibération n°2025/06/16 du 30/06/2025)

A MONTBRISON,
CERTIFIE EXECUTOIRE

LE MAIRE,

LA SECRETAIRE,

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 ou www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.